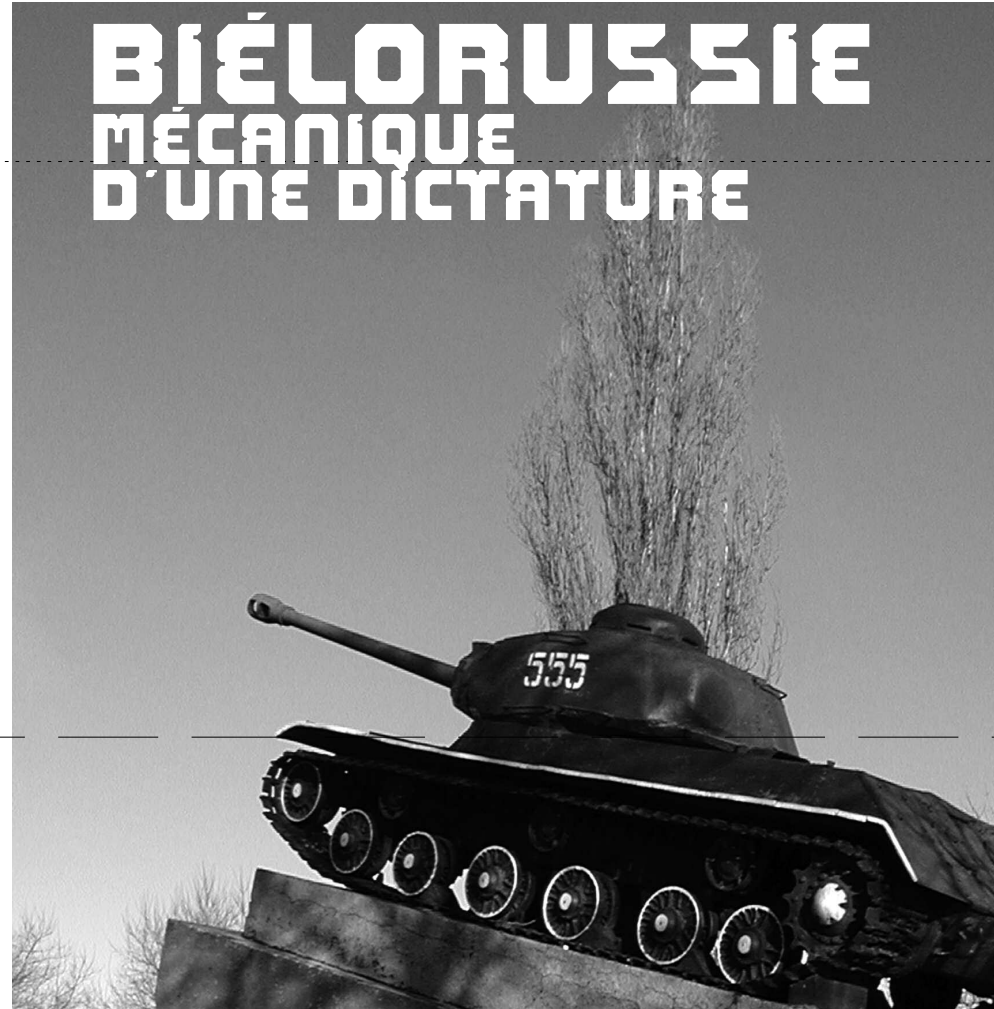




BIÉLORUSSIE MÉCANIQUE D'UNE DICTATURE



Jean-Charles Lallemand
et Virginie Symaniec

BIÉLORUSSIE
MÉCANIQUE
D'UNE DICTATURE

essai

{ LES Petits matins }

treize	Avant-propos Une dictature qui dure
vingt-cinq	Chapitre 1 La chute d'une démocratie chancelante
quarante-neuf	Chapitre 2 Référendums, coups de force et antiparlementarisme
soixante-quinze	Chapitre 3 Violations des droits de l'homme
quatre-vingt-cinq	Chapitre 4 Médias et société civile sous contrôle
cent un	Chapitre 5 Productivisme d'État et arbitraire présidentiel
cent treize	Chapitre 6 L'introuvable « État social »
cent quarante-cinq	Chapitre 7 Tchernobyl et la santé publique
cent soixante-sept	Chapitre 8 L'art de la crise diplomatique
cent quatre-vingt-quinze	Chapitre 9 Nationalisme, populisme et idéologie d'État
deux cent dix-neuf	Chapitre 10 La culture en régime autoritaire
deux cent vingt-neuf	Conclusion Une dictature « durable » ?
deux cent quarante et un	Les personnalités citées dans l'ouvrage
deux cent cinquante et un	Bibliographie

Conception graphique et direction artistique de la collection : **Labomatic, Paris**
Photographies : © **Pascal Colrat**
Maquette : **William Hessel**

© Les petits matins 2007

146, bd de Charonne 75020 Paris
Site : <http://perso.orange.fr/lespetitsmatins>
ISBN : 978-2-915-87925-4
Diffusion en France : CED
Diffusion en Belgique : Interforum Benelux

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Précisions sur l'orthographe des noms

Deux langues ont un statut officiel en Biélorussie : le biélorussien et le russe, élément essentiel à la compréhension de la vie politique du pays. Souvent, les auteurs francophones transcrivent par commodité les noms propres (personnes et lieux) à partir du russe. Nous choisissons, quant à nous, d'utiliser dans cet ouvrage des transcriptions à partir du biélorussien, en précisant si nécessaire leur équivalent russe entre crochets. Ainsi, nous écrivons « Loukachenka » le nom du Président, et non « Loukachenko », qui est la transcription russe.

De même, nous avons choisi d'employer le terme « biélorussien » et non « biélorusse », pour des raisons à la fois linguistiques et politiques. Le mot « biélorusse » est un néologisme officialisé en 1945, dont la traduction littérale est « russe blanc ». Il renvoie à la notion de russité et présente donc un caractère légèrement discriminatoire, comme si l'on parlait d'une sous-catégorie de Russes. « Biélorussien », en revanche, renvoie à la notion de russianité, plus vaste que la notion de russité car elle englobe les Russes de Russie (les Grands Russiens), les Ukrainiens (les Petits Russiens) et les Biélorussiens (les Blancs Russiens).

AVANT-PROPOS

Une dictature qui dure

En juillet 1994, après avoir été élu au suffrage universel, Alexandre Loukachenka devient le premier président de la Biélorussie indépendante post-soviétique. Les plus optimistes affirment qu'il n'en a pas pour longtemps. Il est pourtant réélu le 9 septembre 2001, lors d'un scrutin qui, de l'avis de son opposition et des observateurs internationaux, est entaché de fraudes. Le 19 mars 2006, lors d'une mascarade à laquelle seul le pouvoir peut donner le nom d'« élection présidentielle », Loukachenka s'arroge de façon autoritaire un troisième mandat illégal, revendiquant 83 % des suffrages dès le premier tour. Parallèlement, il engage les forces de l'ordre à maltraiter ses opposants et les simples citoyens descendus dans les rues de Minsk, la capitale, pour exiger la tenue d'une élection libre et honnête.

Après douze années de règne, la forfaiture du 19 mars 2006 préfigure les cinq années à venir. Elle s'inscrit dans la longue liste des atteintes aux principes fondamentaux de la démocratie, dans ce pays que la presse occidentale qualifie désormais de « dernière dictature d'Europe ».

Encore faut-il s'entendre sur le terme « dictature », qu'on a tendance, instinctivement, à n'employer que pour des régimes dont les dirigeants sont des militaires ayant pris le pouvoir par la force ou des responsables de milliers, voire de millions, de morts. Certes, la Biélorussie n'est ni l'Allemagne

hitlérienne, ni l'Union soviétique stalinienne, ni le Chili de Pinochet, l'Argentine des Généraux ou la Serbie de Milosevic. Son président n'est même pas coupable d'autant de morts que la Russie de Vladimir Poutine, responsable de la guerre en Tchétchénie. Elle n'en est pas moins une dictature, si nous concevons le terme comme l'opposé de la démocratie : un régime autoritaire établi – dans le cas présent – par une seule personne, qui n'entend s'affilier à aucun parti, le président Alexandre Loukachenka.

Depuis son accession au pouvoir à l'issue du scrutin présidentiel pluraliste de juillet 1994, le président de la Biélorussie a systématiquement étouffé toute concurrence politique en violant ouvertement les règles constitutionnelles qu'il avait utilisées pour se faire élire. Il récuse pourtant régulièrement, dans les médias, le qualificatif de dictateur qui lui est attribué par ses opposants et les observateurs internationaux, qu'il n'hésite pas à traiter publiquement d'idiots. Selon Loukachenka, rien n'aurait pu justifier la mise en place d'une dictature en Biélorussie, ce pays situé pour lui au centre de l'Europe. Aucune guerre, aucune catastrophe n'auraient rendu nécessaire la mise en œuvre de ce mode de gestion particulier des réalités politiques et sociales dans un pays qui, sous son règne, et selon ses propres termes, fait preuve d'un développement économique régulier sur le mode pacifique. La régularité de ce développement économique devrait démontrer à elle seule que la Biélorussie est bien une démocratie.

Pourtant, n'en déplaise à ceux qui partagent cette définition réductionniste de la démocratie à la biélorussienne, les observateurs de ce pays sont bien en présence d'un phénomène politique particulier : une « dictature durable » à la frontière orientale de l'Union européenne. Au-delà des discours convenus sur l'indépassable héritage soviétique et sur la dépendance de la Biélorussie vis-à-vis de Moscou, il faut analyser ce qui a permis l'installation de ce régime autoritaire

en Europe et les stratégies qui assurent sa pérennité depuis plus de douze ans : fonctionnement du pouvoir, fondements idéologiques, dynamiques sociales et culturelles. Bref, décor-tiquer le mode d'emploi d'une dictature européenne contemporaine et ordinaire. Car les modalités d'installation et de maintien de la dictature d'Alexandre Loukachenka nous concernent tous. Selon le discours officiel du Conseil de l'Europe, la Biélorussie, située à nos portes, entérine l'existence d'une fracture politique susceptible de remettre en cause la stabilité européenne.

Les analyses sur la question ne sont pourtant pas dénuées de polémiques. De nombreux commentateurs ont qualifié ce pays de « mauvais élève de l'Europe », « d'État paria » ou encore « d'État voyou ». D'autres, à l'instar du discours officiel du pouvoir biélorussien, l'ont montré en exemple comme un modèle de stabilité politique et sociale, susceptible de favoriser l'indépendance du pays, les échanges commerciaux et un certain ordre économique. Pour d'autres encore, le régime loukachévien consacre la victoire d'un populisme qu'ils estiment antilibéral car anti-occidental, et dans lequel ils voient une forme de résistance à la mondialisation. Or, si nous n'envisageons pas la dictature comme un état de guerre ou un type de régime faisant du massacre l'alpha et l'oméga de sa stratégie politique, mais comme un système normalisé de l'exercice du pouvoir, la Biélorussie se présente comme un cas d'école, un exemple réussi d'étouffement des contre-pouvoirs démocratiques de la société ; ce dont rêve plus d'un dirigeant sur la planète, et pas uniquement les dictateurs attirés.

La Biélorussie d'Alexandre Loukachenka est, par certains côtés, une dictature banale par excellence. Les lois et les décrets d'exception y relèvent aujourd'hui de la routine : coups de matraque et procès politiques, mais sans bain de sang. Le Président utilise, au moindre coût politique, toute la boîte à

outils du parfait dictateur qui accède et se maintient au pouvoir en singeant les mécanismes démocratiques constitutionnels et en éliminant toute concurrence politique : répression contre les opposants, purge des cadres du régime, censure des médias, dissolution du Parlement, plébiscites truqués, fraudes électorales, corruption, garde prétorienne, discours populistes, nationalisme d'État, idéologie réactionnaire sous couvert de modernité ou de pragmatisme... Et le tour est joué !

Si la Biélorussie a conservé ses statues de Lénine, le régime d'Alexandre Loukachenka n'est pourtant pas qu'une simple répétition de l'histoire. En dépit des nombreux discours sur le caractère de cette dictature, qui serait déterminé par le passé soviétique et la mentalité de la population, l'autoritarisme du Président est construit pour durer dans la modernité, grâce à un savant mélange entre l'ancien et le nouveau. Le régime sait jongler avec l'existence d'Internet, de la téléphonie mobile et des autres technologies favorisant les transferts d'informations au sein de la société, tout en menant au coup par coup les répressions contre les opposants politiques, syndicalistes, entrepreneurs ou journalistes indépendants. Le système économique juxtapose le maintien des grandes usines d'État à des formes de capitalisme débridé, notamment au bénéfice de la présidence. En guise de transition vers la démocratie de marché, une certaine conception du capitalisme (opportunément baptisée « économie de marché socialement orientée ») fait bon ménage avec la dictature. Car, selon les idéologues du pouvoir, la démocratie en Biélorussie devrait se limiter à assurer des conditions de vie égales pour tous.

Tout en favorisant l'isolement de la société civile, le Président, pourtant jamais à court d'une diatribe anti-occidentale, sait aussi produire une élite nationale, sorte d'aristocratie loukachiste qui profite des biens de la société de consommation mondiale. Le reste de la population est loin

d'être logé à la même enseigne. La propagande présidentielle sur le prétendu « modèle social et économique biélorussien » contribue en fait à masquer les manques de la protection sociale et les failles d'un régime incapable de répondre à certains enjeux d'importance, comme, par exemple, les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, qui hypothèquent l'avenir des habitants depuis vingt ans.

La défense des acquis sociaux, tant vantée par le Président pour s'assurer les suffrages des retraités, est en lambeaux : un salaire moyen autour de 250 dollars par mois, une allocation-chômage qui avoisine les 20 dollars, pas d'assurance-maladie pour rembourser les soins ou les médicaments importés, hors de prix pour le plus grand nombre, sans oublier des denrées alimentaires, sur les marchés de Minsk, dont les prix galopent à la hausse jusqu'à friser les prix parisiens, affirment certains.

L'usure du pouvoir ainsi que la corruption de ce système, qui ne s'est jusqu'à présent maintenu qu'en vertu de la loi du plus fort, sont aujourd'hui patentes. Peut-on donc encore parler de « miracle loukachévien », à l'heure où la propagande présidentielle s'avère insuffisante à masquer les clivages politiques et sociaux que le régime a lui-même contribué à creuser ?

Alexandre Loukachenka, qui a mis de côté son programme social pour récupérer le discours nationaliste de ses principaux opposants de la première heure, s'éloigne régulièrement des promesses pour lesquelles il s'est fait élire en 1994. Contrairement au processus d'intégration à la Russie, annoncé au début de son premier mandat, son populisme se coule de plus en plus dans un nationalisme d'État bon teint s'appuyant sur l'invention récente d'une idéologie officielle. La nouvelle idéologie de l'État biélorussien présente une lecture de l'histoire nationale inconnue à l'époque soviétique, un projet d'autosuffisance économique ainsi que la valorisation de l'ethnie biélorussienne et du sport pour glorifier les

Biélorussiens en Biélorussie. La stratégie idéologique loukachévienne consiste ainsi à accréditer la thèse que la dictature « couleur locale » est le fruit d'un « particularisme biélorussien », d'une « Idée » à la mode hégélienne, qui serait portée de façon intrinsèque par le peuple.

La contribution personnelle du Président et de ses adeptes à la consolidation de cette dictature qu'ils présentent comme génétiquement populaire est de faire correspondre le b.a.-ba dictatorial universel aux mythes historiques et aux représentations de la réalité vécue par la population. Une population que la propagande présidentielle n'hésite pas à présenter comme majoritairement rurale, soumise, patiente, endurente aux épreuves et aux travaux les plus laborieux, soucieuse d'ordre politique et social, et donc, pour ainsi dire, demandeuse de dictature anti-occidentale.

Les stéréotypes véhiculés par de nombreux observateurs sur le « caractère », « la mentalité » et « la nature profonde » du peuple biélorussien empêchent pourtant d'envisager l'aspect contraint d'un tel régime non démocratique pour ceux qui projettent leur futur dans l'Europe ou les possibilités concrètes d'alternance politique au dictateur. Ces stéréotypes ont contribué à biaiser l'étude rigoureuse des conflits au plan institutionnel et des divisions internes à l'appareil d'État, machine prétendument bien huilée et loyale au Président. Ils ne font finalement qu'accréditer la thèse selon laquelle, depuis 1994, la Biélorussie se serait trouvé un dirigeant naturel...

Mais les discours qui postulent – plus qu'ils ne démontrent – la popularité de Loukachenka traduisent une vision passéiste des enjeux qui traversent ce pays. La popularité présidentielle reste, en outre, un élément-clé du discours officiel, savamment construit par un usage décomplexé des médias audiovisuels, dont le président biélorussien s'est arrogé l'entier contrôle dès son accession au pouvoir. Depuis,

au gré de reportages télévisuels favorisant un culte *soft* de sa personnalité, où le cynisme et le jargon utilitariste le disputent souvent à l'absurde, Loukachenka sait donner le sentiment qu'il est certes un président populaire, faute d'être un président légitime.

Un président populaire a-t-il en effet besoin de se soustraire au jeu électoral démocratique pour rester au pouvoir ? Selon les sondages indépendants réalisés sur place avec grande difficulté ces dernières années, le président biélorussien recueillait entre 35 % et 45 % d'opinions favorables. Cette cote a semblé suffisante pour trouver des fidèles dans l'administration, à même d'organiser la fraude massive du processus électoral de la présidentielle de 2006 comme lors des élections parlementaires et du référendum d'octobre 2004. Plus que jamais en 2006, le pouvoir biélorussien a voulu empêcher l'opposition (dont l'impopularité depuis plus d'une décennie est savamment orchestrée par les médias d'État) d'avoir droit de cité dans l'espace public. La presse écrite indépendante, partiellement tolérée pendant le premier mandat d'Alexandre Loukachenka, a été directement placée sous le feu du pouvoir au cours du second. Entre 2003 et 2005, plus de vingt publications indépendantes ont été fermées par les autorités, sans oublier le harcèlement continu envers les quelques titres épargnés. Depuis 1994, le Président ne ménage donc guère ses efforts pour que les mécontentements de chacun ne se transforment pas en une opinion publique d'opposition, consciente de sa force.

La supposée popularité du Président, mise en avant par le pouvoir après ses parodies d'élections – mais aussi par de nombreux commentateurs pour justifier de façon déterministe, parfois à regret (mais pas toujours !), le caractère inéluctable et durable du régime –, ne doit pourtant pas faire oublier l'existence d'oppositions dans la société, qui ne se résument pas au seul domaine politique. Mais la déroute des

partis d'opposition face à la rapidité avec laquelle la dictature s'est mise en place a servi de filtre pendant plus d'une décennie aux études détaillées sur les contestations qui ont traversé la société biélorussienne depuis sa sortie de l'URSS.

Lors du Congrès des forces démocratiques du 2 octobre 2005, les partis d'opposition à Loukachenka s'engagent dans une démarche unitaire. Ils se choisissent Alexandre Milinkevitch en mars 2006 comme candidat unique. Ce professeur de physique et de mathématiques est talonné par le candidat social-démocrate Alexandre Kazouline, qui a décidé de faire cavalier seul. Aucun de ces deux candidats n'en appelle à une « révolution orange » à l'ukrainienne. Ils nourrissent simplement l'espoir d'incarner ces 55 à 65 % de citoyens biélorussiens qui rêvent d'un futur dans l'Europe (dont l'idée reste attrayante malgré les défaillances politiques de l'Union européenne) et ne supportent plus de voir un tel président les représenter sur la scène internationale ni d'assister à l'enrichissement de son petit clan au sommet de l'État, aux dépens du plus grand nombre.

À cette mobilisation de l'opposition, Loukachenka répond en aggravant l'atmosphère de peur installée dans le pays depuis son premier mandat. Celle-ci atteint des sommets au cours des quelques semaines qui précèdent l'annonce du résultat électoral de mars 2006. Alors que la Commission électorale centrale vient d'offrir au Président 83 % des suffrages, quelques dizaines de milliers de personnes manifestent dans la rue à l'appel de l'opposition, entre le 19 et le 25 mars, plaçant ainsi le début du troisième mandat de Loukachenka sous le signe de la contestation populaire. Ces manifestations sont suivies d'un millier d'arrestations. Comme il est de coutume depuis plus de dix ans, tandis que les manifestants, armés de fleurs, affrontent les matraques des forces de l'ordre avant d'être entassés dans les prisons locales, il ne reste aux principaux observateurs extérieurs qu'à enregistrer les derniers assauts du pouvoir contre les

droits de l'homme et la liberté d'expression dans chaque interstice possible des pratiques sociales.

La Biélorussie est-elle une exception en Europe ? Au cours de la dernière décennie, des discours occidentaux, y compris dans les chancelleries et ministères, présentaient *mezza voce* les atteintes aux libertés individuelles, les disparitions d'hommes politiques et de journalistes, les agressions physiques d'opposants, le musellement de toute liberté d'expression ou le mépris envers les victimes de la catastrophe de Tchernobyl comme des valeurs négligeables, finalement acceptables, car associées aux méthodes prétendument douces et efficaces de gouvernance d'un État « fort ». Sans oublier les hommes d'État occidentaux qui, sur la scène diplomatique internationale, ont voulu voir dans le président russe, Vladimir Poutine, un ami : Alexandre Loukachenka, ami de la Russie, devenait pour ainsi dire « l'ami de leur ami »...

Certes, la Biélorussie fait exception sur le continent européen pour le non-pluralisme des partis au plan institutionnel et l'absence de liberté de la presse, quoique la Russie de Vladimir Poutine n'en soit plus désormais très loin. Elle paraît toutefois moins isolée dès que, sur la question de l'indépendance des médias, on la compare avec l'Italie de Silvio Berlusconi, qui contrôle ou possède toutes les chaînes de télévision du pays dont il dirigeait encore récemment le gouvernement. Dans les cercles de l'opposition biélorussienne de Minsk, l'expérience italienne de contrôle monopolistique des moyens d'information était commentée jusqu'en 2006 comme un bien mauvais exemple venant de l'ouest du continent. Quant au « modèle » biélorussien de gestion clanique de l'économie, est-il fondamentalement si différent des réseaux étroits de cooptation des élites qui tiennent les milieux d'affaires dans les sociétés occidentales et œuvrent pour que ces dernières (et les appareils régaliens en particulier) fassent allégeance à leur classe restreinte ?

Sur d'autres sujets, le populisme et le conservatisme antieuropéen de la classe dirigeante minskoïse peuvent aussi être comparés, depuis le 10 novembre 2005, à ceux de la coalition gouvernementale élue au Parlement de Pologne, dont l'entrée dans l'Europe fut pour partie justifiée par l'idée que le soubassement catholique de sa société la rapprochait des valeurs de la civilisation européenne.

D'autres correspondances peuvent encore être tracées entre la stratégie du gouvernement loukachévien de créer des ennemis intérieurs et extérieurs à la Biélorussie (pour discréditer toute analyse critique et légitimer la mise en place d'un pouvoir absolu) et les usages qui sont faits depuis le 11 septembre 2001 de la terminologie « terroriste » aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France ou en Russie. Si les dispositifs divergent, il s'agit toujours de légitimer la limitation des libertés individuelles au nom de la défense des valeurs démocratiques contre « les invasions barbares ».

Les discours de remise au pas et à l'ordre de la société biélorussienne par son président mériteraient encore d'être comparés avec la dérive sécuritaire et les procédés de marginalisation de l'élite intellectuelle et artistique traversant les sociétés européennes. Si les manuels d'idéologie d'État en vogue en Biélorussie depuis 2003 renvoient à un procédé caricatural qui fleure bon l'époque soviétique, nombreux sont les pays où le pouvoir politique s'arroge le droit d'imposer visions et révisions de l'histoire en fonction de l'humeur du moment. La France ne nous en donne-t-elle pas des exemples avec les aléas de l'enseignement scolaire des heures sombres de son histoire, jusqu'au récent débat sur le « rôle positif » de la colonisation ?

Enfin, les multiples atteintes aux droits syndicaux, aux acquis sociaux, à l'environnement et à la santé des individus, justifiées par le primat de l'économie, du productivisme et de la compétition mondiale, ou encore l'étouffement systématique

des conflits politiques et sociaux sur l'autel du « choc des civilisations » en faveur de considérations d'ordres ethnique ou religieux ne sont pas, loin s'en faut, des spécificités biélorussiennes.

Au-delà de ces parallèles, la principale préoccupation concerne aujourd'hui les convergences dans l'autoritarisme qui se sont établies dernièrement entre la Biélorussie d'Alexandre Loukachenka et la Russie de Vladimir Poutine. Jusqu'à quand et jusqu'où le président russe entend-il suivre la voie tracée par son « proche voisin » dans les dénis démocratiques ? Nous ne devons pas oublier que la Biélorussie a connu, entre 1991 et 1994, un intermède parlementaire, démocratique et pluraliste, certes imparfait vu le contexte économique et politique troublé de la chute du soviétisme, mais parlementaire, démocratique et pluraliste du point de vue institutionnel tout de même ! Est-il donc pertinent de la présenter systématiquement comme le dernier cauchemar du passé soviétique ? Ne faudrait-il pas plutôt considérer cette « dictature durable » comme un exemple du devenir de tout pays dont la société est secouée par une crise économique et sociale profonde et qui, sous prétexte de « pragmatisme », de « modernité » ou de « nécessité », ne protège pas ses acquis démocratiques ?